



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

réforme

Question écrite n° 42979

Texte de la question

Mme Ségolène Royal appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la protection sociale sur la nécessité, au nom de l'égalité et de la solidarité, de maintenir l'accès à des soins de qualité pour tous. La politique menée par le Gouvernement depuis deux ans conduit à l'impasse un système de santé considéré jusqu'alors, malgré ses imperfections, comme l'un des meilleurs du monde. Non content d'avoir, par sa politique de récession, accru fortement le chômage, et réduit d'autant les cotisations à l'assurance maladie, le Gouvernement a laissé filer les déficits. Aujourd'hui, pour remédier à un trou devenu abyssal, il nous propose des mesures profondément injustes, car elles font porter l'essentiel de l'effort sur les retraités, les salariés et les malades, que l'on veut culpabiliser, cela pour un gain sans rapport avec l'ampleur du déficit. En amenant la sécurité sociale à une situation qui motiverait son démantèlement, en réduisant la prise en charge des soins par la collectivité, le Gouvernement vise à un transfert croissant des dépenses publiques de santé vers des financements individuels et une privatisation de l'assurance maladie privant les plus démunis de système de santé. Les Français sont prêts à faire les efforts nécessaires pour assurer la survie du système. Mais il est clair qu'il est impossible de leur demander ces efforts après avoir pendant deux ans multiplié les cadeaux fiscaux aux plus aisés. Bien entendu, il faut supprimer les dépenses inutiles, mais il faut aussi refuser de céder aux pressions du MEDEF comme à celles des grands groupes pharmaceutiques. Une autre politique est possible, notamment en mettant en place une vraie politique de prévention pour toutes les causes principales de mortalité. Il faut aussi maintenir l'égal accès aux soins pour tous en luttant contre les inégalités territoriales et sociales qui caractérisent notre système. Il a organisé une concertation en trompe l'oeil avec les organisations syndicales et un débat tronqué au Parlement en juillet lorsqu'une partie des Français sera en vacances. Notre sécurité sociale et, donc, notre cohésion sociale sont en danger. Elle lui demande d'engager un grand débat avec les Français, en toute clarté, pour bien sûr réaliser des efforts là où ils doivent l'être, de manière juste, mais surtout pour garantir l'avenir du système de santé.

Données clés

Auteur : [Mme Ségolène Royal](#)

Circonscription : Deux-Sèvres (2^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 42979

Rubrique : Assurance maladie maternité : généralités

Ministère interrogé : santé

Ministère attributaire : santé, jeunesse et sports

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 6 juillet 2004, page 5056